

17 AVR. 1996

ÉTUDE SUR LE NIVEAU DE VIE EN CÔTE D'IVOIRE

**ATELIER D'ANALYSE ET DE
VALIDATION DES RÉSULTATS: 25
MARS 1996 (HOTEL IBIS-PLATEAU)**

CONFIDENTIEL

Rapport rédigé par l'Administration du
Projet d'Appui à la Gestion des
Ressources Humaines

Le Lundi 25 Mars 1996 s'est tenu à l'Hôtel IBIS-Plateau, un atelier sur l'"Evolution du Niveau de Vie". Organisé sous l'égide du Ministère délégué auprès du Premier Ministre, chargé du Plan et du Développement Industriel, cet atelier s'inscrit dans le cadre des activités du Projet d'Appui à la Gestion des Ressources Humaines (PAG-RH) placé auprès du Ministère de l'Economie et des Finances.

Il convient de souligner que le PAGRH est un projet dont les activités viennent en appui à la mise en oeuvre du Programme de Valorisation des Ressources Humaines (PVRH), au profit des Ministères chargés des secteurs de l'Education et de la Santé. Le PAGRH comprend quatre composantes:

- (a) l'assistance à la budgétisation et à la gestion des ressources humaines;
- (b) l'évaluation par les bénéficiaires;
- (c) les écoles témoins;
- (d) le fonds de préinvestissement et l'appui à la gestion.

L'atelier est une activité de la composante (b). Il s'agissait, essentiellement de valider les résultats d'une étude visant à évaluer l'évolution du niveau de vie des ivoiriens à partir d'une étude conduite par l'INS et des chercheurs nationaux.

Ce rapport présente le déroulement des travaux et les conclusions de l'atelier. Il s'articule autour de quatre points:

- la présentation de la **cérémonie d'ouverture** de l'atelier (Introduction);
- les principales conclusions de l'**enquête quantitative** (Chapitre 1);
- les principales conclusions de l'**étude qualitative** (Chapitre 2);
- les **résolutions de l'atelier** (Chapitre 3).

Ce rapport a été rédigé par l'Administration du projet, avec l'assistance technique de l'INS qui a conduit l'enquête quantitative de l'étude.

INTRODUCTION

Le présent atelier s'inscrit dans le cadre des activités du projet d'Appui à la Gestion des Ressources Humaines (PAGRH), dont l'une des composantes consiste, en priorité, en des appuis financiers pour la conduite des études visant à mesurer le niveau de satisfaction des populations, face à la prestation des services publics ou privés de santé et d'éducation.

En effet, devant l'évidence selon laquelle une bonne santé et une bonne formation ont un impact positif sur le revenu de l'individu, et donc sur son niveau de vie, il apparaissait indiqué d'assurer le financement dans le cadre de ce projet, de l'étude dont les résultats serviront à évaluer le niveau de la pauvreté au niveau de la Côte d'Ivoire, ce qui est un exercice traditionnel que conduit la Banque Mondiale dans l'ensemble des pays emprunteurs.

Ainsi, après l'accord définitif du Gouvernement en Janvier 1995, le concours des services compétents de l'administration, en particulier l'Institut National de la Statistique, et des chercheurs nationaux, a été requis pour conduire cette étude dont les conclusions provisoires ont été discutées au cours du présent atelier qui a eu lieu le 25 Mars 1996 à l'Hôtel IBIS-Plateau à Abidjan.

Les participants de cet atelier étaient les représentants de certains Ministères, de quelques bailleurs de fonds, des collectivités locales, des chambres consulaires, et des institutions publiques et privées de formation (voir liste des participants jointe en annexe).

La cérémonie d'ouverture était placée sous la présidence effective de Monsieur AHOUA N'DOLI Théophile, Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé du Plan et du Développement Industriel, en présence de Monsieur KATSU Shigu, Représentant Résident de la Banque Mondiale.

La cérémonie d'ouverture a été marquée par trois interventions: (a) l'Administrateur du PAGRH, (b) le Représentant de la Banque Mondiale, et (c) Monsieur le Ministre chargé du Plan et du Développement Industriel.

Dans son intervention introductive, Monsieur Albert FLINDE, Administrateur du PAGRH, a adressé ses félicitations à l'ensemble des techniciens qui ont collaboré pour sortir les résultats des enquêtes quantitative et qualitative; il a ciblé, en particulier, les cadres de l'INS, les chercheurs de l'ORSTOM, de l'ENSEA, de l'Université Nationale etc..., sans oublier les experts de la Banque Mondiale dont l'appui technique a été déterminant pendant la phase d'exploitation de l'enquête quantitative.

Il a, par ailleurs, mis l'accent sur le caractère confidentiel des résultats au centre des discussions du jour, jusqu'à l'adoption des conclusions de l'étude par le Gouvernement.

Abordant, enfin, les objectifs de l'atelier, il a indiqué que ceux-ci sont de deux ordres:

- d'une part, procéder à un examen des hypothèses et démarches (Méthodologie) ayant permis de disposer des résultats par les différentes équipes de recherche. Sous cet angle, les participants représentent, pour le PAGRH, une sorte de "Comité Technique de Validation" dont les avis permettront d'actualiser les données à transmettre au Gouvernement;
- d'autre part, identifier les grandes lignes d'un plan d'action visant, sinon à éradiquer, du moins à alléger la pauvreté en Côte d'Ivoire.

Le second intervenant fut Monsieur S. KATSU, Représentant de la Banque Mondiale en Côte d'Ivoire, qui a apprécié l'importance du thème de l'atelier, avant d'exprimer l'espoir que les discussions permettront de donner une occasion à la Banque Mondiale de mesurer, de façon dynamique, l'évolution du niveau de vie en Côte d'Ivoire.

Il a rappelé le contexte participatif de la conduite conjointe de l'étude, et précisé les objectifs internes à la Banque Mondiale, en ce qui concerne les résultats de l'étude qui feront l'objet des discussions lors de l'atelier.

Rappelant que l'objectif principal de son institution est la réduction de la pauvreté dans l'ensemble des pays emprunteurs, il a exprimé ses remerciements aux Cadres de l'INS, aux chercheurs Ivoiriens de l'ORSTOM et de l'Université Nationale, qui ont participé aux enquêtes quantitatives et qualitatives.

Monsieur KATSU, a également exprimé sa reconnaissance à Monsieur le Ministre du Plan et du Développement Industriel, qui a bien voulu accepter d'assister personnellement à l'ouverture des travaux de l'atelier, ainsi qu'à ses collègues de la Banque Mondiale qui ont apporté leur appui technique à l'enquête quantitative.

Avant d'ouvrir solennellement l'atelier, Monsieur AHOUA N'DOLI Théopile, Ministre du Plan et du Développement Industriel a tout d'abord adressé ses remerciements aux participants pour leur patience et leur présence malgré le report de l'atelier (du 18 au 25 Mars). Il a précisé que le Gouvernement n'est pas opposé au déroulement de l'atelier, mais il voulait simplement connaître la cible des résultats des enquêtes quantitative et qualitative avant leur validation.

Monsieur le Ministre s'est dit heureux d'assister personnellement à l'ouverture de l'atelier dont les résultats font partie des objectifs du gouvernement pour les raisons suivantes:

- la suppression de la pauvreté est la base des objectifs du gouvernement;

- le Premier Ministre a indiqué: "nos relations avec la Banque Mondiale et les bailleurs de fonds doivent se faire dans la collaboration".

- l'évaluation ponctuelle de la pauvreté et le bien-être de la population ivoirienne soient au centre des préoccupations de tout le monde.

Mr le Ministre a, ensuite, donné son avis technique sur l'étude, et en particulier sur l'enquête quantitative, en soulignant les points suivants:

- la taille réduite de l'échantillon de l'enquête de 1995 qui est de 1000 ménages seulement contre 9 600 pour l'enquête prioritaire de 1993;

- la nécessité d'une définition spécifique de la pauvreté.

Il a réitéré la position du Gouvernement quant au caractère provisoire des résultats qui feront l'objet des discussions de l'atelier, avant d'indiquer que "la Côte d'Ivoire a connu treize ans de crise; aujourd'hui, avec la relance économique, il est important de réduire la pauvreté, qui n'est pas une mythologie philosophique, c'est plutôt le cadre de vie des populations".

Il a rappelé que la Côte d'Ivoire compte, conformément au programme du Président HENRI KONAN BEDIE, réduire, effectivement, la pauvreté.

Enfin, Monsieur le Ministre du Plan et du Développement Industriel a souhaité que les conclusions de l'atelier puissent aider le Gouvernement dans la définition des mesures à prendre pour réduire la pauvreté, ou, en d'autres termes, améliorer le niveau de vie des populations.

Avant les exposés des résultats, les objectifs et modalités de réalisation de l'étude ont été présentés par l'administrateur du PAGRH. Il se dégage de cette présentation, que les résultats de cette étude sont utiles tant pour la Côte d'Ivoire, que pour la Banque Mondiale:

- pour notre pays, il s'agit d'enrichir le dispositif statistique sur l'évolution du niveau et des conditions de vie, dont la mise en place date de 1979 avec l'Enquête Budget-Consommation (EBC 1979), poursuivie par les Enquêtes Permanentes Auprès des Ménages de 1985-88 (EPAM 1985-88), ainsi que les Enquêtes sur les Dimensions Sociales de l'Ajustement Structurel de 1992 et 1993 (DSA);

- pour la Banque Mondiale, les résultats de l'étude permettront d'élaborer le rapport au Conseil d'Administration de l'IDA sur l'évolution de la pauvreté; des résultats des discussions sur ce rapport dépendra la politique d'assistance financière du Groupe de la Banque Mondiale à notre pays, en terme d'accessibilité à des formes de ressources (IDA, BIRD).

Dans ces conditions, il a été indiqué l'importance de l'atelier dont les travaux ont été dirigés par Monsieur GUESSAN-BI Kouassi, Directeur de l'INS.

CHAPITRE 1: ENQUETE QUANTITATIVE

L'objectif principal de l'enquête sur le niveau de vie des ménages et des enquêtes auprès des ménages de 1993 et 1995 est la collecte des informations destinées à améliorer la planification et l'évaluation des politiques économiques et sociales en Côte d'Ivoire.

Elles doivent permettre:

- (a) de fournir des données de base sur le niveau de vie et les conditions sanitaires, d'éducation, de logement, de travail et d'activités, de transport, de dépenses etc...
- (b) d'étudier l'évolution du niveau de vie des ménages et de la pauvreté;
- (c) d'analyser la situation des groupes vulnérables;
- (d) d'offrir un cadre d'analyse de l'impact des différentes mesures économiques, financières et sociales au niveau des ménages.

I. 1: Définition et méthodologie

L'enquête quantitative de l'étude sur le niveau de vie de 1995 s'inscrit dans la suite logique des opérations réalisées lors des enquêtes EPAM de 1985 à 1988, et des enquêtes prioritaires de 1992 et 1993. Elle utilise les mêmes définitions et outils, la même méthodologie, et vise les mêmes objectifs que ces opérations.

Concernant la définition, il convient de préciser que la notion de pauvreté est très complexe à cerner dans la mesure où il n'existe pas une norme préétablie et qu'il convient, dans la plupart des cas, de trouver un compromis. Par conséquent, l'étude de la pauvreté est un exercice difficile à cause du caractère subjectif des options à prendre au niveau de la définition du seuil de pauvreté à retenir.

Toutefois, pour appréhender le phénomène, il est généralement utilisé deux méthodes:

- un seuil de pauvreté absolu calculé principalement sur la base des dépenses alimentaires minimales des ménages;

- un seuil de pauvreté relatif déterminé par la distribution des dépenses; l'EPAM de 1985 situe ce seuil à 128.600 F. CFA par an pour le seuil de pauvreté relatif, et à 75.000 pour le seuil d'extrême pauvreté.

Le seuil de pauvreté relatif de 128600 F. CFA correspond à un ratio de pauvres fixé à 30% de l'ensemble des individus classés par ordre de dépense annuelle par tête (3ème décile).

Le ratio d'extrême pauvreté est de 10% (1er décile).

Concernant la méthodologie il faut rappeler que de l'enquête sur le Niveau de Vie des ménages de 1995 a été réalisée en utilisant la même démarche que celle de 1993, avec des différences sur la taille de l'échantillon. En effet:

(a) l'Enquête Prioritaire de 1993 porte sur un échantillon total de 9 600 ménages tirés suite à un dénombrement effectué en 1991, dans des îlots du Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 1988 (RGPH 88);

(b) l'Enquête Niveau de Vie de 1995 couvre un échantillon de 1200 ménages dont: 1000 sont tirés de façon totalement aléatoire et 200 tirés au hasard à partir de la liste des ménages de l'Enquête Prioritaire de 1993, dénombrés en 1995 et ne faisant pas partie de l'échantillon principal de 1000 ménages préalablement obtenus.

Cette méthode de tirage a permis de constituer un panel (sous-échantillon) de 457 ménages enquêtés à la fois en 1993 et 1995 et devant servir de base pour analyser l'évolution de la situation socio-économique des ménages sur les deux périodes.

Pour étudier l'évolution de la pauvreté entre 1985 et 1995, le seuil d'extrême pauvreté de 10% en 1985 a été actualisé en appliquant un déflateur de prix à la consommation des ménages africains.

L'objectif, à partir de cette hypothèse, est de déterminer, pour chaque année (1993 et 1995), la proportion de la population touchée par le phénomène, c'est-à-dire le ratio de pauvreté relatif.

I. 2: Résultats

Les résultats sont des aspects quantitatifs qui ont permis, en particulier, de comparer l'évolution des Seuils et Ratios de pauvreté en 1993 et 1995, d'évaluer la distribution de la pauvreté par Groupes socio-économiques, par sexe et nationalité.

Cet exercice donne les résultats suivants:

| | 1985 | 1993 | 1995 |
|--|--------|---------|---------|
| Seuil de Pauvreté en 1985 actualisé pour 1993 et 1995 | 75.000 | 101.340 | 144.800 |
| Ratios de Pauvreté correspondant à ce seuil | 10% | 31,3 | 33,9 |

Il convient de souligner que les ratios de 31,3 et 33,9 calculés pour 1993 et 1995 représentent la proportion de la population dont les revenus (assimilés aux dépenses effectuées sur une période de référence) sont en deça des seuils respectifs de 101.340 en 1993 et 144.800 en 1995.

Cependant, si l'on applique la définition de l'extrême pauvreté fixé à 10% des individus ayant les plus bas revenus, on trouve des seuils de pauvreté se situant respectivement à 64 465 F. CFA en 1993, et 94 600 F.CFA en 1995.

Mais, si nous actualisons le seuil d'extrême pauvreté de 1993 (64465 F. CFA) en appliquant les taux d'inflation de 135% en 1993 et 143% en 1995, nous obtenons un seuil d'extrême pauvreté de 92.340 F. CFA en 1995, qui correspond à un ratio de 8% au lieu de 10%. **On ne peut donc dire qu'entre 1993 et 1995, la situation de la Pauvreté s'est aggravée.**

On peut plutôt retenir l'ordre de grandeur, à savoir que **le taux de pauvreté est passé de 10% en 1985 à un peu plus de 30% en 1993 et en 1995.**

I.2.1: Pauvreté par strates

L'analyse des résultats de l'enquête quantitative fait ressortir que, quelle que soit l'année, la distribution de la pauvreté est très différente d'une strate à une autre.

| | 1985 | 1993 | 1995 |
|--------------------------------|-----------|-------------|-------------|
| Ratios de pauvreté par strate | | | |
| -Abidjan | 0,7 | 4,8 | 17,4 |
| -Autres villes | 8 | 31,3 | 28,8 |
| -Forêt rurale Est | 15,2 | 37,3 | 47,1 |
| -Forêt rurale Ouest | 1,6 | 35,6 | 47,1 |
| -Savane | 25,9 | 48,5 | 43,6 |
| -Ensemble Côte d'Ivoire | 10 | 31,3 | 33,9 |

Ces ratios traduisent qu'au cours de la période de 10 ans, il y a eu un appauvrissement plus rapide dans les villes, qu'en milieu rural. On constate aussi une forte aggravation de la pauvreté en forêt rurale Ouest, devenue, de fait, la zone la plus pauvre en 1995. Cette situation surprenante mérite d'être vérifiée par les résultats d'autres études.

I.2.2: CONTRIBUTION DES REGIONS A LA PAUVRETE NATIONALE

En 1985, la contribution des régions était de 87% en milieu rural et seulement 13% en milieu urbain. Celle-ci est :

- * en 1993, de 73,6% en milieu rural, soit une baisse de 6,4 points par rapport à 1985 et de 26,4% en milieu urbain;
- * et en 1995, de 72,7% en milieu rural et de 27% en milieu urbain.

Les résultats de l'enquête montrent que les contributions du milieu rural et des villes sont sensiblement égales en 1993 et 1995.

I.2.3: DISTRIBUTION DE LA PAUVRETE PAR GROUPE SOCIO-ECONOMIQUE

La contribution des groupes socio-économiques à la pauvreté nationale n'est pas significativement différente en 1993 et 1995. En 1993, nous relevons que 35,1% des pauvres sont des agriculteurs d'exportation et qu'en 1995, ce taux est de 33,9. Cette distribution des pauvres en 1993 et 1995 se présente de la façon suivante:

| | 1993 | 1995 |
|-----------------------------|-------|-------|
| Groupes Socio-économiques | | |
| -Agriculteurs d'exportation | 37,2% | 38,7% |
| -Agriculteurs de vivriers | 47% | 54,2% |
| -Employés agricoles | 49,4% | 32,1% |
| -Secteur informel | 23,7% | 29,3% |
| -Employés du secteur public | 7,2% | 15,1% |

Pour un ratio de pauvreté national de 31,3% en 1993 et de 33,9% en 1995, nous avons chez les chômeurs 20% de pauvres en 1993 et 52,8% en 1995.

I.2.4: DISTRIBUTION DE LA PAUVRETE PAR SEXE

En 1993, le ratio global de pauvreté était de 31,2% pour les ménages dirigés par les hommes et de 31,7% pour ceux dont le Chef est une femme. Ces ratios sont à peu près identiques au niveau des régions. En 1995, le constat général est tout à fait le contraire.

Au plan national, le ratio de pauvreté en 1995 est de 34,8% pour les ménages dirigés par les hommes contre 26,7% pour ceux dont le Chef est une femme. Par strates, nous constatons qu'à Abidjan et en Forêt Est, le ratio de pauvreté est plus faible pour les femmes.

I.2.5: PAUVRETE SELON LA NATIONALITE

Le ratio de pauvreté est en général plus élevé chez les étrangers (non Ivoiriens), que chez les Ivoiriens. En 1993, le ratio de pauvreté était de 30,3% pour les Ivoiriens et de 34,3% pour les "Non Ivoiriens", contre respectivement, 9,8% et 10,7% chez les pauvres extrêmes.

En 1995, ce ratio de pauvreté passe à 32,2% pour les Ivoiriens, à 42,2% pour les "Non Ivoiriens". L'extrême pauvreté touche 8,8% des Ivoiriens et 15,4% des étrangers.

I.2.6: STRUCTURE DE CONSOMMATION DES MENAGES DES BIDONVILLES D'ABIDJAN

Le tableau suivant montre la structure de consommation des ménages très pauvres et pauvres entre 1993 et 1995 (Part des dépenses en):

| <u>Grands postes</u> | <u>Très pauvres</u> | | <u>Pauvres</u> | |
|-------------------------------|---------------------|-------------|----------------|-------------|
| | 1993 | 1995 | 1993 | 1995 |
| -Alimentation | 45,6 | 50,5 | 43,2 | 56,0 |
| -Loyer | 14,5 | 14,9 | 13,7 | 5,5 |
| -Eau-Electricité-Gaz | 14,9 | 15,4 | 14,2 | 20,3 |
| -Scolarité | 2,8 | 1,2 | 1,8 | 0,0 |
| -Santé | 11,6 | 3,0 | 5,5 | 0,2 |
| -Hygiène | 2,9 | 2,0 | 2,3 | 3,4 |
| -Habillement | 5,0 | 5,4 | 6,1 | 5,0 |
| -Transport-Commu- nication | 1,6 | 4,5 | 7,8 | 3,8 |
| -Transferts divers | 0,4 | 0,2 | 4,0 | 4,5 |
| Total des Dépenses | 99,3 | 97,1 | 98,6 | 98,7 |

Chez les très pauvres et les pauvres, le poste alimentation occupe plus de la moitié des dépenses en 1995 (50,5% pour les très pauvres et 56,0% pour les pauvres). En 1993, les parts respectives de l'alimentation dans les dépenses des très pauvres et des pauvres sont 45,6% et 43,2% .

L'analyse de ces chiffres montrent que la part de la dépense totale consacrée aux trois postes que sont "Alimentation", "Loyer", et "Eau, Electricité et Gaz" par les ménages très pauvres et pauvres des bidonvilles d'Abidjan sont respectivement:

- de 75% et 71,1% en 1993
- et 80,8% et 81,8 en 1995

La structure de consommation des ménages non pauvres n'est pas significativement différente de celle des autres (pauvres et très pauvres).

Cependant, nous constatons en 1993 une différence notable entre très pauvres et pauvres au niveau des trois postes de dépense suivants:

- Santé (11,6% pour les très pauvres et 5,5% pour les pauvres)
- Transport et Communication (1,6% et 7,8%)
- Transferts divers (0,4% et 4,0%)

En 1995, la variation par rapport à 1993, de la structure de consommation des ménages non pauvres n'est pas très sensible au niveau des postes importants, d'Alimentation, de Loyer et de Scolarité. Pour cette catégorie de ménages (non pauvres), nous avons à peu près la même grandeur partout sauf au niveau de la Santé où cette part est de 7,0% en 1993 et 12,8% en 1995.

En 1995, 53,2% des ménages très pauvres occupaient des bidonvilles à Abidjan contre 26,6% dans les cours communes, soit un total de 79,8%.

En 1993, les parts de la dépense annuelle consacrées par les ménages très pauvres des bidonvilles d'Abidjan à certains grands postes (Alimentation, loyer, Eau-Electricité-Gaz, scolarité, santé, Hygiène, Habillement) représentent 97,3% de la Dépense totale contre 92,4% en 1995.

La Dépense annuelle par tête en Francs CFA courants est d'environ:

- 53 000 F.CFA au plan national et 99 000 F.CFA à Abidjan en 1993;
- et 70 000 F.CFA au plan national et 98 000 F.CFA à Abidjan en 1995.

CONCLUSION DE L'ENQUETE QUANTITATIVE

Les ratios de pauvreté présentés dans cette étude (31,3% en 1993 et 33,9% en 1995) ne permettent pas de conclure à une aggravation de la pauvreté entre 1993 et 1995 pour des raisons statistiques évidentes liées au problème d'échantillonnage. En effet:

- l'échantillon de 1995 n'est que de 1000 ménages, soit seulement 10,4% de celui de 1993 qui est de 9600 ménages;

- l'échantillon de 1993 se rapporte plus particulièrement aux ménages dénombrés en 1991 qui n'ont pas changé de domicile tandis que celui de 1995 est issu d'un dénombrement mené en même temps que la collecte des données.

Ces résultats indiquent, toutefois, qu'entre 1985 et 1995, le niveau de pauvreté s'est amplifié (triplement en 10 ans).

CRITIQUES ET SOLUTIONS PREVUES PAR L'ATELIER

Les participants de l'atelier ont pris acte de cette conclusion, tout en faisant des observations sur les points suivants: l'utilisation de la dépense pour saisir le revenu, et la taille de l'échantillon de 1995. Ils ont mis l'accent sur l'avantage que nous avons, de disposer, sur une décennie, une série de données obtenues à partir de la même méthodologie, ce que ne possèdent pas les autres pays de la sous-région.

(a) La dépense seule ne constitue pas une meilleure approche de la pauvreté. En effet, il est important de trouver un moyen pour enrichir la méthodologie en tenant compte de nos réalités. Aussi, considérer une approche de la pauvreté à partir du minimum vital (nombre de calories nécessaires pour être en bonne santé).

(b) Les questions des participants à l'Atelier ont surtout porté sur la taille réduite de l'échantillon de 1995, en ce qui concerne sa représentativité (1000 ménages sur 14 millions d'Ivoiriens). Mais les cadres de l'INS, qui ont participé à l'enquête quantitative, les ont rassurés. L'avantage de l'échantillon de 1993 et 1995 est de faire des comparaisons entre les régions, et dégager des indicateurs généraux.

(c) Au regard des résultats et de la pertinence des mesures à proposer au Gouvernement pour éradiquer la pauvreté, il serait nécessaire d'organiser une deuxième rencontre plus élargie, entre les chercheurs, les représentants de l'Administration, des bailleurs de fonds, du secteur privé et des ONG, après la validation des résultats par les pouvoirs publics.

CHAPITRE 2: ENQUETE QUALITATIVE

Les objectifs de l'enquête qualitative sont de deux ordres, à savoir: les objectifs principaux et les objectifs spécifiques.

OBJECTIFS PRINCIPAUX

- Analyser et comprendre les conditions de vie actuelles et les changements intervenus dans les niveaux de vie des populations
- Rendre compte des perceptions, représentations et points de vue de la population sur leur propre niveau de vie et en particulier leur perception de la pauvreté
- Commencer un processus de réflexion et d'identification des problèmes et de leurs solutions en associant directement la population elle-même.

OBJECTIFS SPECIFIQUES

- Comprendre les représentations et les perceptions de la population des notions de "bien-être" et de "pauvreté"
- analyser les stratégies d'adaptation des couches vulnérables, leur gestion des risques et leurs filets de sécurité

- Décrire et analyser les contraintes et les perspectives des couches vulnérables, et les solutions que les populations proposent pour améliorer leur niveau de vie.

METHODOLOGIE UTILISEE

L'enquête qualitative a été menée dans 25 sites, parallèlement et en complément de l'enquête quantitative.

Les 25 sites retenus sont ceux qui avaient les plus fortes proportions de pauvres au regard des résultats de l'enquête DSA de 1993.

Les entretiens dans chaque site (localité) ont duré 4 jours au cours desquels des discussions ont eu lieu avec l'ensemble de la communauté du village ou du quartier avec 2 ménages sélectionnés selon le type d'habitation, le niveau de la scolarité et de la densité d'occupation de l'espace du logement.

L'enquête qualitative a utilisé deux outils principaux, à savoir la Méthode Active de Recherche Participative (MARF) et les Guides d'Entretien.

(a) Méthode active de recherche participative (MARF).

Pour atteindre les objectifs fixés, la méthode active de recherche participative a été expérimentée. Cette méthode répond aux exigences du thème étudié en ce sens qu'elle permet de réunir en très peu de temps, un maximum d'informations utiles. La méthode MARF est basée sur des entretiens communautaires, des entretiens avec des personnes ressources et des entretiens avec les ménages.

(b) Les guides d'entretien

Deux guides d'entretien à l'échelle communautaire (représentants de la communauté, Associations diverses), l'un pour le milieu rural, l'autre pour le milieu urbain ont été utilisés au cours de l'enquête. Ces guides rassemblaient les points clés qui devraient être abordés. Le guide d'entretien à l'échelle communautaire a été complété par un guide d'entretien au niveau des individus (membres des ménages sélectionnés et les personnes ressources). Ce guide faisait une grande place:

- . au calendrier historique de vie;
- . à la classification des activités;
- . à la carte des Ressources Naturelles (zone rurale);
- . à la perception de la population elle-même du "bien-être" et de "pauvreté".

Sur le terrain, la collecte des informations s'est déroulée dans 25 sites repartis sur l'ensemble du territoire, par quatre équipes mixtes de deux chercheurs de disciplines différentes. L'utilisation des outils complémentaires (MARF et guides d'entretien) a permis une meilleure participation de la population.

L'objectif de la recherche a été expliqué aux villageois afin d'obtenir leur adhésion. Il n'était pas question de résoudre leurs problèmes mais de voir avec eux, comment leur vie avait changé, quelles étaient les difficultés qu'ils rencontraient dans leur vie quotidienne, comment ils faisaient face à ces difficultés et quelles solutions pourraient être envisagées pour améliorer leurs conditions de vie.

RESULTATS DE L'ETUDE QUALITATIVE

Les thèmes principaux de l'enquête qualitative sont:

- A- Perceptions de la crise et dévaluation
- B- Notion de "bien-être" et de "pauvreté"
- C- Contraintes ou obstacles à l'amélioration des conditions de vie
- D- Stratégies de vie et d'adaptation adoptées par la population

Les résultats de l'étude qualitative portent sur:

- les opinions des populations sur le "bien-être" et la "pauvreté";
- les stratégies ou solutions préconisées par les populations elles-mêmes pour réduire la pauvreté;

Le constat est la difficulté d'identifier ce qui avait changé dans les conditions de vie par rapport à ce qui avait toujours existé et de situer ces changements dans le temps. Il a été également difficile de distinguer les changements liés à une situation conjoncturelle et ceux, plus durables, que l'on peut qualifier de stratégie d'adaptation. Ces difficultés étaient dues à la courte durée de l'enquête dans chaque site.

A- PERCEPTION DE LA CRISE ET DE LA DEVALUATION

1°)- Crise

Les populations interrogées expliquent la grande crise depuis les années 80 par:

- Emploi: faillite d'entreprises, compressions (zones urbaines);
- Revenu: baisse des Revenus salariaux (zones urbaines) et baisse des revenus agricoles ruraux (café, cacao, coton ...);
- Prix: hausse des prix des produits de première nécessité, hausse des prix des intrants agricoles et des transports;
- La montée de l'insécurité dans les zones urbaines et en milieu rural;
- Migrations: exode des jeunes ruraux (savane), retour à la terre des jeunes citadins (forêt) et le départ de la main-d'œuvre allogène et étrangère (forêt).

2°)- Dévaluation

La dévaluation est surtout évoquée à Abidjan. En zone rurale, elle est plutôt perçue comme faisant partie de la crise. La dévaluation est ressentie comme une baisse brutale du pouvoir d'achat. Elle se traduit par une série de restrictions au niveau de la scolarisation, des déplacements, de l'habillement, de l'alimentation, des charges sociales, d'éducation, de santé, etc...

B- NOTIONS DE "BIEN-ETRE" ET DE "PAUVRETE"

Les populations expliquent ces deux notions par les facteurs suivants:

- Faiblesse et irrégularité des ressources financières, incertitude;
- Exclusion des réseaux de solidarité, solitude, dépendance, perte de dignité;
- Victime de la fatalité et de la malchance, passivité, incapacité d'agir.

C- CONTRAINTES OU OBSTACLES A L'AMELIORATION DES CONDITIONS DE VIE

Les contraintes ou obstacles à l'amélioration des conditions de vie se résument par les effets de:

- la dégradation du pouvoir d'achat suite à la forte hausse des prix des produits manufacturés, des produits de première nécessité;
- la hausse des coûts de scolarisation, de santé, de transport, des intrants agricoles;
- l'insuffisance, dégradation, manque d'entretien des infrastructures sanitaires, scolaires, routières;
- les conditions d'accès de plus en plus difficiles aux crédits;
- le climat général d'incertitude;
- la précarité foncière en zone urbaine et pression foncière en zone rurale;
- les difficultés d'accès à l'emploi en zone urbaine;
- la maladie, la vieillesse, la perte ou le manque de soutien familial;
- l'exclusion des réseaux de solidarité.

D- STRATEGIES DE VIE ET D'ADAPTATION ADOPTEE PAR LA POPULATION

- On observe au niveau de l'emploi et des activités, une importance grandissante du rôle économique et social des femmes, une mise au travail des enfants, la mise en valeur de nouveaux espaces agricoles (les bas-fonds). Une adoption ou reconversion des Ivoiriens dans certaines activités urbaines et rurales, jadis tenues par les étrangers;

- Le retour à la terre des migrants urbains en zones forestière et exode en zone de savane;

- Emergence de nouveaux réseaux sociaux fondés sur l'appartenance religieuse ou politique;

- Multiplication des filières parallèles dans le domaine du commerce, de la santé, de l'éducation et de l'épargne;

- Vie quotidienne fondée de plus en plus sur le crédit informel (tontines..);

- Au niveau de l'éducation, limitation du nombre d'enfants scolarisés, inégalité de traitement des enfants devant l'école (notamment entre filles et garçons);

- Concernant la santé, recours à la médecine traditionnelle ou aux pharmacies trottoirs;

- Au niveau de la Consommation:

. baisse en quantité, en qualité et en diversité des produits alimentaires.

. démonétisation des circuits d'échange alimentaires en zone rurale.

. extension très importante de la culture du manioc

. baisse des dépenses d'habillement.

SOLUTIONS PRECONISEES PAR LA POPULATION

Au cours de l'enquête qualitative, les solutions préconisées par la population sont basées sur les initiatives de la population elle-même et des solutions attendues du gouvernement.

Solutions basées sur les Initiatives de la population elle-même:

- Création et renforcement des groupements associatifs (jeunes, femmes) tant au niveau des quartiers que des villages pour élaborer des projets en commun (crédits, sécurité, production, commercialisation ...);

- En milieu urbain, la formation des Comités d'autodéfense, le nettoyage des rues et ramassage des ordures par un groupe de jeunes rémunérés par la population;

- En milieu rural, ce sont les femmes qui préconisent des activités pour résoudre leurs problèmes actuels.

Solutions attendues du Gouvernement:

En milieu urbain et en milieu rural, les solutions attendues du gouvernement pour améliorer le niveau de vie des habitants des quartiers et des villages sont:

- Réhabilitation et/ou création des infrastructures et des équipements: routes, éclairage public, éducation, santé, eau, transport, assainissements...;

- Promouvoir la sécurité foncière (foncier urbain, foncier rural) à travers le lotissement et l'accession à la propriété des lots par les ménages;

- Améliorer le système scolaire à travers les subventions, l'accroissement de la capacité d'accueil et faciliter l'accès en priorité aux enfants de parents démunis;

- Appui aux initiatives communautaires (crédits, encadrement..) des jeunes et des femmes en zone urbaine et en milieu rural;

- Création des emplois (par exemple, réouverture du port de Sassandra dans le Sud);

- Développer les services de santé, d'éducation et Sensibilisation sur les problèmes de salubrité;

- Contribuer à la vie de la jeunesse par la construction pour les jeunes d'infrastructures sportives et socio-culturelles;

- Contrôle des prix des denrées de base.

PERSPECTIVES POUR L'AVENIR

- Nécessité de création d'un fonds social accessible aux plus démunis:

- . Appui institutionnel aux organisations informelles;

- . Aux actions concrètes (crédits, allocations diverses).

- Adopter une politique de santé publique qui met l'accent sur l'investissement dans le secteur primaire de santé et favorise l'accès des plus démunis aux soins de santé primaire;

- Mise en place d'un système de suivi de l'évolution du Niveau de Vie, comprenant:

- . un suivi régulier du Niveau de Vie des couches vulnérables de la population;

- . un suivi des actions mises en oeuvre visant à l'amélioration du Niveau de Vie des couches vulnérables de la population.

- Affiner, adapter et développer cette approche participative aux conditions spécifiques de la Côte d'Ivoire;

- Promouvoir une synergie entre les approches quantitative et qualitative à travers:

- . l'intégration de l'approche qualitative dès la phase de conception des enquêtes;

- . l'élaboration des indicateurs participatifs et sociaux de la pauvreté.

SOLUTIONS PRECONISEES PAR L'ATELIER

Critiques et Compléments à l'Etude Qualitative

- Méthodologie:

- . Problème de la représentativité de l'échantillon de 50 ménages (25 sites visités, 2 ménages par site);
- . Constituer une équipe d'enquêteurs au niveau national;
- . Distinguer la méthodologie au niveau de la communauté et celle de l'enquête au niveau de l'individu;
- . Trouver une approche méthodologique qui réconcilie Statisticiens et Sociologues.

- La dérive des jeunes pour la délinquance, ne doit pas figurer dans les Documents comme stratégie mais comme une conséquence de la pauvreté;

- L'INADES a fait une expérience de la pauvreté dans le quartier SABE d'ABOBO en utilisant l'approche de l'enquête qualitative et abouti à peu près aux mêmes résultats;

- Approfondir les lignes du plan d'action qui permettra de proposer au Gouvernement les politiques économiques et sociales pour réduire la pauvreté;

- Les groupements associatifs venant de la base, doivent être repris par le Gouvernement en vue de favoriser l'accès aux crédits, l'épargne et l'encadrement;

- Le Gouvernement devra trouver un aval ou une garantie au fonds social afin de veiller à ce que les pauvres soient les véritables bénéficiaires des fonds sociaux;

- Baisser les facteurs psychologiques de la pauvreté ressentie par la population;

- Intégrer dans la politique du Gouvernement, les éléments à prendre en compte pour améliorer le Niveau de Vie de la population: santé; éducation; création et/ou renforcement des groupements associatifs (groupe de mutuelle, entraide en milieu urbain et rural);

- Tenir compte des solutions préconisées par la population elle-même à prendre des initiatives pour sortir de la pauvreté et l'appui du Gouvernement.

CONCLUSIONS DE L'ENQUETE QUALITATIVE

L'enquête qualitative a permis de dégager quelques constats des évolutions en cours:

- . Importance accrue du rôle des femmes;

- . Manque d'emplois pour les jeunes, surtout les jeunes hommes: l'inactivité des jeunes hommes en ville est un problème crucial. Les personnes au chômage ou en quête d'un premier emploi, sont les jeunes hommes déscolarisés. En milieu rural, difficulté des jeunes autochtones pour l'accès à la terre en raison de la situation foncière et de l'héritage;

- . Mise au travail des enfants, surtout les petites filles;

- . Limitation de la scolarisation surtout pour les filles

- . Emergence de nouveaux liens sociaux;

- . Adoption par des Ivoiriens de certaines activités urbaines et rurales occupées par les étrangers;

- . Une vie fondée jusqu'ici sur le crédit;

- . Modification et démonétisation de l'alimentation, forte extension de la consommation du manioc;

- . Accroissement des migrations en zone de savane et retour à la terre en zone forestière;

- . Montée de l'insécurité et de la délinquance;

. Proposition à l'échelle nationale, d'une stratégie de lutte contre la pauvreté par la population elle-même.

CHAPITRE 3: LES RÉSOLUTIONS DE L'ATELIER

En plus des présentations des résultats de l'étude (enquête quantitative et étude qualitative), les participants ont entendu des communications faites par les experts de la Banque Mondiale sur (a) l'analyse de l'incidence des dépenses sociales publiques en Côte d'Ivoire, et (b) l'analyse de la pauvreté féminine en Côte d'Ivoire. Ces présentations ont permis de tester les possibilités d'utilisation des résultats de l'étude, en complément des éléments statistiques disponibles sur le pays.

Au terme de la journée, les conclusions suivantes peuvent être tirées:

- les participants ont reconnu la validité technique de la démarche utilisée par l'INS pour évaluer l'évolution du niveau de vie en Côte d'Ivoire: l'enquête quantitative de 1995 complète la série d'opérations du même type, menée depuis plus de 10 ans; toutefois, les résultats doivent être utilisés en tenant compte de l'ordre de grandeur, dans la mesure où la taille de l'échantillon (réduite pour des raisons pratiques, mais suffisantes au plan statistique) n'est pas comparable à ceux des opérations antérieures (EPAM 1985-88 et Enquêtes Prioritaires de 1992 et 1993);

- compte tenu de la brièveté du temps imparti pour la tenue de l'atelier, et au regard de l'importance du thème (la session avait préalablement été programmée sur trois jours), il n'a pas été possible de discuter en profondeur des actions à proposer au Gouvernement pour l'allègement de la pauvreté; à cet effet, les participants souhaitent qu'un atelier spécifique sur ce thème puisse être organisé;

- les débats ont mis en exergue l'intérêt de disposer d'outils techniques et méthodologiques pour suivre l'évolution du niveau de vie; les données disponibles à l'INS sont susceptibles de servir de point de départ d'un tel exercice; ces instruments demandent à être maîtrisés par les cadres nationaux (fonctionnaires et autres chercheurs); dans ce contexte, les participants ont émis le souhait d'une répétition de l'initiative prise par le PAGRH à travers cette étude et l'atelier. Les points suivants ont été relevés, quant aux réserves d'ordre technique et méthodologique:

(a) adopter une définition explicite et exhaustive du phénomène de pauvreté;

(b) rechercher les voies et moyens d'un élargissement de la gamme d'approches en ce qui concerne la saisie du revenu: ne pas se limiter aux dépenses comme c'est le cas dans les enquêtes conduites à ce jour;

(c) développer une capacité endogène de traitement et d'analyse des résultats de l'enquête quantitative, et encourager la capacité nationale pour ce qui est de la maîtrise de la méthode développée lors de l'enquête qualitative (MARF);

(d) systématiser l'actualisation des données sur le niveau de vie, en particulier, par la réalisation au niveau de l'INS d'une vaste enquête sur le budget et la consommation des ménages;

- en vue de confirmer les résultats de l'étude, en particulier ceux relatifs à la "contribution des régions à la pauvreté nationale", il est demandé de conduire des études légères mais ciblées sur la région de l'Ouest et les centres urbains où le ratio de pauvreté a connu une très forte variation au cours de la décennie 1985-1995.

ANNEXES

I Programme de l'Atelier

II Liste des Participants

III Liste documents provisoires distribués à l'atelier:

**Projet d'Appui à la Gestion
des Ressources Humaines (PAGR)**

ATELIER SUR L'ÉVOLUTION DU NIVEAU DE VIE: PROGRAMME

- 9H00: Cérémonie d'ouverture.
 - Monsieur MONNE Jean-Paul, Directeur de Cabinet Adjoint du Ministère de l'Economie et des Finances, Coordonnateur du Projet d'Appui à la Gestion des Ressources Humaines.
 - Monsieur le Représentant Résident de la Banque Mondiale en Côte d'Ivoire.
 - Monsieur le Ministre du Plan et du Développement Industriel.
- 9H45: Présentation des objectifs et du déroulement de l'Atelier, par Monsieur FLINDE Albert, Administrateur du PAGR.
- 10H: Pause café
- 10H15: Exposé 1 (Représentant de l'INS): Résultats provisoires de l'Enquête quantitative par Monsieur OUATTARA Idrissa, Sous-Directeur des Statistiques Générales. Discussions.
- 11H15: Exposé 2 (Représentants du Collectif des Chercheurs): Résultats provisoires de l'Etude qualitative par Monsieur BOIZO Ori et Mme KONE Mariatou (ORSTOM), et Mme DJOUKA Marcelle, (Université d'Abidjan). Discussions.
- 12H15: Exposés 3 et 4 (Représentants de la Banque Mondiale):
 - (a) Analyse de l'"Incidence des dépenses sociales publiques en Côte d'Ivoire" par Monsieur Roger KEY, Economiste Principal à la Division Population et Ressources Humaines.
 - (b) "Femmes et Pauvreté: perspectives ouvertes par la Conférence de BEIJIN" par Mme Grace HEMMINGGS-Gapihan.

Débats sur les exposés 3 et 4
- 13H15: Déjeuner.
- 14H45: Discussions: Grandes lignes du Plan d'action.
- 16H00: Pause café.
- 16H15: Synthèse des discussions.

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

ETUDE SUR LE NIVEAU DE VIE
Atelier du 25 Mars 1996

LISTE DES PARTICIPANTS

| N | NOM ET PRENOMS | ORGANISME | ADRESSE/TELEPHONE |
|----|---------------------------|-----------------------------|----------------------------|
| 1 | ADOUAN Yapi Celestin | DMC/ MINAGRA | 22-16-37 |
| 2 | AKAFFOU Agnes | AGEPE | 21-10-10 |
| 3 | BAMSSIE Roger X | MESRIT/CAB | BP V 151 Abidj/21-89-09 |
| 4 | BONI Isabelle | DCPE | 21-79-56 |
| 5 | BONOUMAN Jean-Baptiste | Mairie de Tiassale | 20-61-14 |
| 6 | BOSSO Yvonne | MFPP/ D.O | 21-64-79 |
| 7 | COULIBALY A Jeanine | INS | BP V 55 ABIDJ/ 21-40-92 |
| 8 | COULIBALY Yacouba | MEF/CAB/COPDRH | 20-08-59 |
| 9 | EHOUMAN Tai | DCGTx | 44-32-40 |
| 10 | EKISSI Narcisse | AGEPE | 21-10-10 |
| 11 | ETTE Jean | CEPRASS | 01 BP 809 Abidj/ 22-08-08 |
| 12 | FLINDE Albert X | MEF/ PAG-RH | 22-59-76 |
| 13 | FOFANA Karime | INS | 21-48-92 |
| 14 | GRACE HEMMING Gapiham | Banque Mondiale | 44-22-27 |
| 15 | GUESSAN-BI Kouassi | INS | |
| 16 | KEMAHON Alexis | DMC/ MINAGRA | 22-16-37 |
| 17 | KEY Roger | Banque Mondiale | 44-22-27 |
| 18 | KOFFI Enoukou Jean | FNUAP | Tel: 21-56-62 |
| 19 | KONE Mariatou | Institut d'Ethno-Sociologie | 04 BP 293 Abidj/ 35-70-67 |
| 20 | KOUADIO BENIE Mathurin X | AGEPE | BP V 108 Abidj/ 22-80-32 |
| 21 | KOUADIO Eloi | Minist.Logement-Cadre Vie | 22-89-34 |
| 22 | KOUADIO Mathurin | Chambre des Metiers | 22-70-16 |
| 23 | KOUADIO Alice X | MENFB/DPES | Tel: 22-00-45 |
| 24 | KOUAHO Jeanne | DCGTx / DEEF | 44-32-40/ 44-21-02 |
| 25 | KOUASSI Lucien | INS | BP V 55 ABIDJ/ 21-42-04 |
| 26 | KWINDJA Bernard | Consultant en Education | Tel: 41-54-73 |
| 27 | MAHMOUDI Bahram | Banque Mondiale | 44-22-27 |
| 28 | MANSOUR Franck | RECI (Environnement) | 41-64-74 |
| 29 | MOOREHEAD Richard | Consultant Banque Mondiale | |
| 30 | N'GORAN Marthe | INADES | 08 BP 2088 Abidj/ 44-15-94 |
| 31 | N'GUESSAN Segui Mathieu X | MPDI/DPDR | B.P.V165 Abidj/ 21-10-30 |
| 32 | ORI BOIZO X | ORSTOM | 04 BP 293 Abidj. 35-43-67 |
| 33 | OUATTARA Idrissa | INS | 21-48-92 |
| 34 | OUEDRAOGO Caroline | AGEPE | 21-05-05 |
| 35 | RADJI Rachidi | Banque Mondiale | 44-22-27 |
| 36 | SAIN Oguie | Chmbre de Commerce | 33-16-00 |
| 37 | SERY Jean Pierre X | MSP | 22-47-25 |
| 38 | SHIGEO KATSU | Banque Mondiale | 44-22-27 |
| 39 | SOGODOGO Alassane X | DCGTx | 44-32-40 |
| 40 | TANOH Olivier | DCPE | 04 BP 650 Abidj/ 21-79-56 |
| 41 | TCHIMOU Ngbocho | Direction de l'Eau | 22-24-88 |
| 42 | TOURE Theophile | MENFB/Projet Ecoles-Tem | 04 BP 717 Abidj. 21-03-32 |
| 43 | YANSANNE Ibrahim | Banque Mondiale | Tel: 44-22-27 |
| 44 | YOROKPA Georges | MEF/COPDRH/SP | 20-08-55 |

**Comité Interministériel des Opérations
du Programme de Développement
des Ressources Humaines**

ATELIER SUR LE NIVEAU DE VIE EN COTE D'IVOIRE
(Hotel IBIS-Plateau, Lundi 25 Mars 1996)

Liste des documents provisoires distribués

- DOCUMENT 1: Profil de pauvreté en Côte d'Ivoire
- DOCUMENT 2: Profil de pauvreté en Côte d'Ivoire: 1993 et 1995
- DOCUMENT 3: Enquête qualitative sur l'évolution du niveau de vie en Côte d'Ivoire
- DOCUMENT 4: L'incidence des dépenses sociales publiques en Côte d'Ivoire
- DOCUMENT 5: Les déterminants du niveau de vie et de la pauvreté en Côte d'Ivoire
- DOCUMENT 6: Les fonds sociaux.